



Mairie de Hanches

DÉCLARATION DE MONSIEUR LE MAIRE EN RÉACTION AUX VIOLENCES DU 17 OCTOBRE 2026

Hier, lundi 19 octobre, à l'initiative de l'Association des Maires de France, des membres du conseil municipal et certains hanchois se sont retrouvés devant la Mairie pour manifester notre stupeur face aux violences commises le week-end dernier. Nous soutenons les conseillers municipaux et personnels du service public dont les édifices publics ont été endommagés voire détruits, assurons notre solidarité aux commerçants qui ont perdu leur outil de travail et aux services de secours qui se sont fait agresser.

S'attaquer à une Mairie n'est pas un acte anodin. Car une mairie n'est pas un bâtiment comme un autre ; c'est la maison de tous, la maison commune. C'est le lieu public où les actes de la vie collective s'inscrivent : naissances, mariages, enregistrements de décès, où le soutien aux plus fragiles s'organise et se déploie... S'attaquer à ces édifices publics piétine ce qui peut encore nous rassembler, nous unir.

Les élus municipaux, les agents du service public s'engagent au quotidien pour faire vivre, au mieux, nos communes dans la paix et la concorde.

Face aux actes de vandalisme qui ont émaillés ce week-end en s'en prenant plus particulièrement aux édifices publics, nous ne pouvons pas rester simplement contemplatifs. Les images bien ciblées, en boucle sur les médias, les commentaires partisans, parfois puérils et simplistes, ont contribué à déclencher notre stupeur, attiser notre colère face à la violence déployée signe que notre société est devenue bien malade. Nous condamnons absolument tous ces actes. Ces débordements et les images qui en sont diffusées ne doivent pas masquer les mécontentements qui s'expriment et qui auraient dû être entendus. Ces violences occultent le droit fondamental à manifester et portent aussi une grave atteinte à la liberté d'expression.

Nous insistons pour exprimer, de nouveau, notre reconnaissance envers les services de secours et les forces de l'ordre qui ont fait leur possible face à certains groupes ultra-violents.

La démocratie est quelque chose d'éminemment précieux. C'est pourquoi la responsabilité de l'exécutif doit être engagée non seulement pour faire respecter la paix publique mais aussi pour apporter les réponses politiques au malaise sociétal.

Faire vivre la démocratie, c'est agir en humain, c'est savoir se garder des amalgames faciles, savoir se garder de pointer du doigt avec facilité des pseudos responsables de tous les maux.

Pour ce qui concerne les événements actuels, nous vous invitons à la réflexion et au discernement. Il y a une claire distinction à faire entre ceux qui manifestent et revendiquent pacifiquement sans souvent être écoutés ou entendus, ceux qui font de la provocation de rue leur habitude (black blocs, autonomes...) pour qui tout ce qui s'apparente à l'Etat est suspect et opposable (forces de l'ordre, pompiers, secouristes...) et enfin ceux qui, voyous, sauvages, vandales, bandits en herbe profitent de l'absence pour s'adonner aux pillages faciles et sans retenue qu'une société que l'ultra consommation aveugle.

Enfin, nous espérons que les autorités judiciaires aient les moyens de sanctionner sans complaisance les auteurs de ces délits et infractions.

Les trois valeurs de la République qui sont inscrites aux frontons de nos édifices publics ne doivent en aucun cas être perdues de vue. Elles font partie de l'unité nationale même si chacun a le droit, voire le devoir, de s'interroger sur le sens de chacun de ces mots.

Nous pensons que dans une société malade, à défaut de diagnostic, la thérapie première doit être celle du dialogue, de la discussion plutôt que la vindicte, de l'anathème et de l'exclusion.

Hanches, mardi 20 octobre 2026